



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE- NEUVIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 20 octobre 2010 — N° 144

Neuf heures quarante-cinq

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Yvon Vallières**

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Saint-Henri–Sainte-Anne sur le sujet suivant : *Habitat pour « Humanité »*.
- La députée de Mirabel sur le sujet suivant : *L’Expo-Concert de Mirabel, 20 ans au service des arts visuels*.
- Le député de Montmagny-L’Islet sur le sujet suivant : *Souligner l’intrônisation de Simon Painchaud au Temple de la renommée de l’agriculture du Québec*.
- Le député d’Abitibi-Ouest sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Jocelyne Caron*.
- Le député de Chomedey sur le sujet suivant : *Rima Habib, boursière de la Fondation Armand-Frappier*.
- Le député de Johnson sur le sujet suivant : *Souligner les performances des athlètes québécois aux Jeux du Commonwealth*.
- Le député de Jean-Lesage sur le sujet suivant : *Semaine de la coopération et de la mutualité*.
- Le député de Nicolet-Yamaska sur le sujet suivant : *Hommage à un auteur-compositeur-interprète de Nicolet, M. Guillaume Beaulac*.
- Le député d’Outremont sur le sujet suivant : *Première Journée mondiale de la statistique*.

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

- DÉPÔTS**
- a) documents
 - b) rapports de commissions
 - c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Consultation générale

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 38
Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire et la Loi sur l'Université du Québec en matière de gouvernance
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 16 juin 2009
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **6 octobre 2009**
- 2) Projet de loi n° 54
Loi modifiant la Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique et la Loi sur la Régie de l'énergie
Présenté par la ministre des Ressources naturelles et de la Faune le **10 juin 2009**
- 3) Projet de loi n° 79
Loi modifiant la Loi sur les mines
Présenté par le ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune le 2 décembre 2009
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 21 septembre 2010
Reprise du débat ajourné au nom du député de Johnson le **29 septembre 2010**

- 4) Projet de loi n° 82
Loi sur le patrimoine culturel
Présenté par la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine le **18 février 2010**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 5) Projet de loi n° 89
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'en renforcer le respect
Présenté par la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le **15 avril 2010**
- 6) Projet de loi n° 92
Loi modifiant la Loi électorale concernant la représentation électorale
Présenté par le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques le 25 mars 2010
Reprise du débat ajourné au nom du député de Gaspé le **11 mai 2010**
- 7) Projet de loi n° 94
Loi établissant les balises encadrant les demandes d'accommodement dans l'Administration gouvernementale et dans certains établissements
Présenté par la ministre de la Justice le **24 mars 2010**
- 8) Projet de loi n° 103
Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française le 2 juin 2010
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 29 septembre 2010
Reprise du débat ajourné au nom du député de Rimouski le **6 octobre 2010**
- 9) Projet de loi n° 107
Loi sur l'Agence du revenu du Québec
Présenté par le ministre du Revenu le 8 juin 2010
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **29 septembre 2010**

- 10)** Projet de loi n° 110
Loi modifiant le régime de santé et de sécurité du travail pour accorder une plus grande protection à certains domestiques
Présenté par le ministre du Travail le **4 juin 2010**
- 11)** Projet de loi n° 113
Loi anti-prête-noms en matière de contributions électorales
Présenté par le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information le **7 octobre 2010**
- 12)** Projet de loi n° 114
Loi augmentant les pouvoirs de contrôle du directeur général des élections
Présenté par le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information le **6 octobre 2010**

Étude détaillée en commission

- 13)** Projet de loi n° 16
Loi favorisant l'action de l'Administration à l'égard de la diversité culturelle
Présenté par la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles le 18 mars 2009
Principe adopté le 22 septembre 2009
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **21 octobre 2009**
- 14)** Projet de loi n° 44
Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel en matière de gouvernance
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 16 juin 2009
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 6 octobre 2009
Principe adopté le **27 octobre 2009**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 15)** Projet de loi n° 48
Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le leader du gouvernement et ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques le 14 mai 2009
Rapports de la Commission des institutions (consultations) déposés les 11 juin 2009 et 8 octobre 2009
Principe adopté le **25 novembre 2009**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 16) Projet de loi n° 71**
Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre des Transports le 3 décembre 2009
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 10 mars 2010
Principe adopté le **11 mars 2010**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 17) Projet de loi n° 88**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement concernant la gestion des matières résiduelles et modifiant le Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles
Présenté par la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le 17 mars 2010
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 15 avril 2010
Principe adopté le **13 mai 2010**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 18) Projet de loi n° 93**
Loi modifiant la Loi électorale concernant les règles de financement des partis politiques et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques le 25 mars 2010
Principe adopté le **15 avril 2010**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 19) Projet de loi n° 104**
Loi sur l'abolition de certains conseils et du Fonds du service aérien gouvernemental
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 12 mai 2010
Principe adopté le **25 mai 2010**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

20) Projet de loi n° 109

Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale

Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le 10 juin 2010

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 22 septembre 2010

Principe adopté le **23 septembre 2010**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

21) Projet de loi n° 96

Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives

Présenté par le ministre du Revenu le 11 mai 2010

Principe adopté le 26 mai 2010

Rapport de la Commission des finances publiques adopté le **19 octobre 2010**

22) Projet de loi n° 112

Loi autorisant la conclusion de conventions collectives d'une durée supérieure à trois ans dans les secteurs public et parapublic

Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 22 septembre 2010

Principe adopté le 23 septembre 2010

Rapport de la Commission des finances publiques adopté le **19 octobre 2010**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

23) Projet de loi n° 190

Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs

Présenté par le député de Shefford le **25 mars 2009**

24) Projet de loi n° 191

Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général

Présenté par le député de Shefford le **25 mars 2009**

- 25) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi permettant d'assurer l'agrandissement du parc national du Mont-Orford, la préservation de la biodiversité de territoires limitrophes et le maintien des activités récréotouristiques afin de réintégrer dans les limites territoriales de ce parc les terres qui en ont été distraites
Présenté par le député de Berthier le **7 avril 2009**
- 26) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Loi sur les transports
Présenté par le député de Chutes-de-la-Chaudière le **8 avril 2009**
- 27) Projet de loi n° 194
Loi modifiant la Loi sur l'assurance maladie
Présenté par le député de La Peltrie le **29 avril 2009**
- 28) Projet de loi n° 196
Loi sur la protection des dénonciateurs du secteur public québécois
Présenté par le député de Richelieu le **29 avril 2009**
- 29) Projet de loi n° 198
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Marguerite-D'Youville le **14 mai 2009**
- 30) Projet de loi n° 391
Loi visant à affirmer les valeurs fondamentales de la nation québécoise
Présenté par la députée de Charlevoix le **24 novembre 2009**
- 31) Projet de loi n° 393
Loi modifiant la Loi sur l'administration publique afin d'obliger les ministères et organismes à publier un rapport mensuel de leurs dépenses
Présenté par le député de Shefford le **29 avril 2010**
- 32) Projet de loi n° 394
Loi sur l'Agence québécoise du cancer
Présenté par le député de La Peltrie le **14 avril 2010**
- 33) Projet de loi n° 395
Loi encadrant l'accessibilité et l'universalité des services de santé au Québec
Présenté par le député de Mercier le **27 avril 2010**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

34) 23 septembre 2010

Motion de la ministre des Relations internationales :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signée à Québec le 20 avril 2010.

Selon l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, cette motion ne peut être débattue avant le 3 octobre 2010.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

35) 19 octobre 2010

Motion du député de Marie-Victorin :

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement du Canada qu'il suspende immédiatement l'autorisation de procéder à des levées sismiques dans le golfe du Saint-Laurent accordée le 4 octobre 2010 par l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador sur les hydrocarbures extracôtiers.

QU'elle exige du gouvernement du Québec qu'il prenne tous les moyens nécessaires, incluant les recours judiciaires, pour que cette autorisation soit suspendue et que les ressources naturelles du Québec présentes dans le golfe du Saint-Laurent soient préservées de toute exploitation par la province de Terre-Neuve-et-Labrador.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat statutaire

- Audition portant sur les projets de modernisation des centres hospitaliers universitaires de Montréal.
- Audition du sous-ministre de la Justice concernant le soutien aux activités judiciaires dans les palais de justice.
- Audition du sous-ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles concernant la sélection des immigrants qualifiés (Chapitre 3, *Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2010-2011 – Tome I*).

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat d'initiative

- La sécurité des approvisionnements en produits pétroliers.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 109**, Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (mandat confié le 23 septembre 2010).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du logement.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- **Projet de loi n° 82**, Loi sur le patrimoine culturel (mandat confié le 22 septembre 2010).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 44**, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel en matière de gouvernance (mandat confié le 27 octobre 2009).

Mandat d'initiative

- Examiner le phénomène du décrochage scolaire en se concentrant sur la valorisation de l'éducation et sur les actions mises en œuvre dans les différentes régions du Québec.

Mandat statutaire

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire, conformément à l'article 4.2 de la *Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire*.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat statutaire

- Étude des états financiers et des rapports annuels 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Commission des partenaires du marché du travail.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 104**, Loi sur l'abolition de certains conseils et du Fonds du service aérien gouvernemental (mandat confié le 25 mai 2010).

Mandat d'initiative

- L'indexation des régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- **Projet de loi n° 94**, Loi établissant les balises encadrant les demandes d'accommodement dans l'Administration gouvernementale et dans certains établissements (mandat confié le 25 mars 2010).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 48**, Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (mandat confié le 25 novembre 2009).
- **Projet de loi n° 93**, Loi modifiant la Loi électorale concernant les règles de financement des partis politiques et modifiant d'autres dispositions législatives (mandat confié le 15 avril 2010).

Mandat réglementaire

- Audition du Protecteur du citoyen.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examiner les orientations, les activités et la gestion de la Commission des services juridiques.

Interpellation :

- Du député de Marie-Victorin à la ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne sur le sujet suivant : *Les relations intergouvernementales canadiennes* (avis donné le 7 octobre 2010).

Mandat d'initiative

- Audition de M. Pierre Marc Johnson concernant les orientations formulées par le gouvernement du Québec auprès du gouvernement fédéral au sujet du projet d'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne, ainsi que sur l'état actuel des négociations et les enjeux que soulève ce projet.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 16**, Loi favorisant l'action de l'Administration à l'égard de la diversité culturelle (mandat confié le 22 septembre 2009).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat statutaire

- Étude des rapports annuels 2005-2006 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Montréal; Laval; Lanaudière (décision de la Commission des affaires sociales le 13 mai 2009).
- Étude des rapports annuels 2006-2007 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Montréal; Laval; Lanaudière; Laurentides; Montérégie (décision de la Commission des affaires sociales le 13 mai 2009).
- Étude des rapports annuels 2007-2008 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Montréal; Laval; Lanaudière; Laurentides; Montérégie (décision de la Commission des affaires sociales le 13 mai 2009).
- Étude des rapports annuels 2008-2009 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Chaudière-Appalaches, Lanaudière, Montréal (déféré le 6 octobre 2009); Baie-James, Laval, Montérégie et Outaouais (déféré le 7 octobre 2009); Bas-Saint-Laurent, Mauricie et Centre-du-Québec (déféré le 8 octobre 2009); Estrie et Laurentides (déféré le 20 octobre 2009).
- Étude du rapport annuel 2008-2009 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (déféré le 10 février 2010).

- Étude du rapport annuel 2009-2010 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 30 septembre 2010).
- Étude des rapports annuels 2009-2010 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Lanaudière (déféré le 5 octobre 2010); Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Laval, Laurentides, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais et Saguenay–Lac-Saint-Jean (déféré le 19 octobre 2010).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 71**, Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 11 mars 2010).
- **Projet de loi n° 88**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement concernant la gestion des matières résiduelles et modifiant le Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles (mandat confié le 13 mai 2010).

Mandat d'initiative

- La situation des lacs au Québec en regard des cyanobactéries.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examiner les orientations, les activités et la gestion de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik.
- Examiner les orientations, les activités et la gestion du Conseil d'experts sur les contributions d'assurance de la Société de l'assurance automobile du Québec.

Étude de pétitions :

- Pétition 1245-20100429 concernant un projet de réseau ferroviaire reliant plusieurs régions du Québec, le TransQuébec Express.

COMMISSION SPÉCIALE SUR LA QUESTION DE MOURIR DANS LA DIGNITÉ

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Question du droit de mourir dans la dignité (mandat confié le 9 décembre 2009).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

45) M. St-Arnaud (Chambly) – **27 avril 2010**

Au ministre de la Sécurité publique :

1. Au 27 avril 2010, combien y avait-il de mandats d'arrestation émis par l'ensemble des corps policiers du Québec, et toujours en vigueur ?
2. Combien de ces mandats d'arrestation faisaient suite au défaut d'un accusé de se présenter à la cour tel que prévu ?

46) M. Bonnardel (Shefford) – **8 juin 2010**

Au ministre des Finances :

Le conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec compte actuellement 14 membres. Malgré la présence d'une personne représentant les intérêts des travailleurs, les retraités en sont toujours exclus. En effet, alors que des organisations comme OMERS, la Régie des rentes du Québec et la CARRA font place aux retraités au sein de leur conseil d'administration, les retraités du Québec n'ont toujours aucun moyen de s'assurer directement de la gestion prudente de leurs économies à la Caisse. Dans un esprit de transparence et considérant que plus de la moitié des actifs gérés par la Caisse concerne les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, ne serait-il pas pertinent de nommer une personne représentant les intérêts des personnes retraitées au conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec ?

- 48) M. Caire (La Peltrie) – **10 juin 2010**
À la présidente du Conseil du trésor :

Selon le ministre des Finances, les dispositions du projet de loi n° 100, mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette, s'appliqueront à environ 600 organismes relevant du gouvernement du Québec.

Quels sont ces 600 organismes et quelle est leur répartition en fonction de :

- leur catégorie d'appartenance (organismes budgétaires, autres que budgétaires, ceux exerçant des opérations fiduciaires dont le personnel est assujéti à la *Loi sur la fonction publique* et autres variantes) ;
- leur ministère de tutelle et, le cas échéant, le programme ou l'élément de programme dans lesquels ils sont insérés ;
- leur budget annuel de fonctionnement ;
- leur nombre d'employés ;
- et la composition de leur conseil d'administration, le cas échéant.

- 49) M. Bonnardel (Shefford) – **22 septembre 2010**
Au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :

En vertu de l'article 79.1 de la *Loi sur la Régie du logement*, les frais engagés par les propriétaires fonciers pour la collection des loyers ou l'éviction des locataires peuvent être remboursés par la Société d'habitation du Québec, jusqu'à concurrence de 6 \$ pour la signification par la poste de la procédure introductive d'instance à chaque partie et de 20 \$ pour la signification par huissier. Cependant, avec l'augmentation du coût de la vie des dernières années, les montants remboursés sont bien en deçà des frais réellement payés par les demandeurs. Dans les situations où les propriétaires fonciers ont gain de cause, ceux-ci doivent donc assumer des pertes notables en ce qui a trait aux frais pour la signification des actes procéduraux. Par exemple, à Waterloo, dans la circonscription de Shefford, les services d'un huissier ne sont pas disponibles. Il en coûte donc 8,00 \$ pour la lettre de signification et 28,50 \$ pour la livraison de celle-ci par un huissier de Granby. La livraison postale de la signification de l'acte est, quant à elle, de 9,04 \$.

Dans ce contexte, pourquoi le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire n'amende-t-il pas la *Loi sur la Régie du logement* pour donner davantage de flexibilité aux régisseurs afin que ces derniers puissent accorder des remboursements selon les tarifs actuellement en vigueur ?

50) M. Bonnardel (Shefford) – **22 septembre 2010**

Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs :

Depuis le phénomène engendré par les cyanobactéries, la réglementation en matière d'évacuation et de traitement des eaux usées du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs est si sévère que, sur le plan pratique, elle est impossible à respecter dans son intégralité par les propriétaires. Entre autres, la norme exigée dont le pourcentage de rejet doit être en deçà de 0,05 % est irréalisable avec la technologie disponible à l'heure actuelle. Ainsi, pour les résidences isolées situées en amont d'un lac, aucun système existant ne répond aux normes exigées par le ministère, hormis les fosses scellées. En effet, ce type de fosse convient aux installations comme les chalets, mais n'est pas approprié pour les résidences principales. Pour les mêmes raisons, les frais reliés aux systèmes de traitement et d'évacuation des eaux usées des installations commerciales sont devenus exorbitants pour leurs propriétaires. Donc, pendant que le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs tergiverse quant à la recherche d'une solution à cette problématique, la désuétude des systèmes actuels d'évacuation et de traitement des eaux usées de nombreuses résidences et commerces engendre le rejet complet et total de ces eaux usées dans l'environnement.

Face à cette situation, quelle action rapide et concrète le ministre envisage-t-il d'entreprendre afin de s'assurer du respect de la *Loi sur l'environnement* tout en aidant les propriétaires à mettre en place un système d'évacuation et de traitement des eaux usées à la fois raisonnable en termes de coût et approprié aux besoins des propriétaires ?

51) M. Simard (Richelieu) – **28 septembre 2010**

À la présidente du Conseil du trésor :

Pour l'année financière 2009-2010, quelle est la liste des dépenses de chacun des ministères et des organismes relevant de ceux-ci :

1. En création de publicités ?
2. En placement média ?
3. En commandites ?

4. En articles promotionnels ?

Indiquez la somme des montants qui servira de base pour la réduction de 25 % en publicité telle qu'annoncée dans le budget 2010-2011 et le projet de loi n° 100.

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 19 octobre 2010
Loi concernant le financement des partis politiques – *ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information.*
- b) 19 octobre 2010
Loi concernant le processus électoral – *ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information.*
- c) 19 octobre 2010
Loi concernant les campagnes à la direction des partis politiques – *ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information.*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

Interpellations

- d) 30 septembre 2010
Interpellation du député de Verchères au ministre de la Sécurité publique sur le sujet suivant : *La situation de la sécurité publique au Québec.*

- e) 30 septembre 2010
Interpellation de la députée de Crémazie à la ministre responsable des Aînés sur le sujet suivant : *La situation des aînés du Québec*.
- f) 30 septembre 2010
Interpellation du député de Borduas à la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine sur le sujet suivant : *La situation de la langue française au Québec*.

II. NOUVEAUX PRÉAVIS